

8 mars 2011

# **LA PRESSE, CHASSE GARDÉE DES HOMMES** **ZONE DANGEREUSE POUR LES FEMMES**

LES FEMMES ET LA LIBERTÉ DE LA PRESSE



La parité, un combat inachevé.....	5
Des difficultés d'être journaliste dans certains pays.....	6
Femmes victimes de violences, d'enfermement et de marginalisation.....	6
Les femmes, moteur de la liberté d'expression.....	7
Informier et militer .....	8
Des avantages d'être une femme.....	9
Le combat des proches .....	10
Assistance et soutien à l'exil.....	10
Recommandations.....	11
Informations.....	11

Les illustrations de ce rapport proviennent d'une exposition de Séverine Bourguignon, « **Dolorès** », sur les discriminations et les violences faites aux femmes. Pour plus d'informations en français : <http://38ruepolonceau.canalblog.com/>

# LES FEMMES ET LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

**À** L'OCCASION DU 8 MARS, Journée internationale de la femme, Reporters sans frontières dresse un état des lieux sur les conditions de travail des femmes qui embrassent la profession de journaliste. Ce bilan réaffirme plusieurs principes importants. Il a le grand avantage de rappeler des faits et de rassembler des témoignages de femmes à travers le monde, allant de la discrimination quotidienne aux violences les plus tragiques. La profession de journaliste s'est féminisée au cours des vingt dernières années mais les femmes occupent encore et toujours les fonctions les plus précaires, les postes de direction et d'édition restant le pré carré de ces messieurs. Cela n'est pas sans effet sur la vision du monde que retranscrit la presse. Il s'agit d'un monde encore largement masculin, d'où les femmes sont exclues, un monde d'hommes fait pour les hommes.

Dans de nombreux pays, les femmes journalistes et défenseurs des droits de l'homme sont victimes de violences, d'emprisonnements, d'intimidations et de la censure au même titre que les hommes. Dans certains d'entre eux, elles peuvent être des cibles privilégiées. La vulnérabilité des femmes journalistes varie fortement selon les zones géographiques.

Il est difficile de ne pas dire un mot de l'agression effrayante subie par Lara Logan (CBS News) en Egypte en février 2011 lors de la chute du président Hosni Moubarak. Reporters sans frontières lui adresse toute sa sympathie. Même si un tel incident s'avère exceptionnel, il est symptomatique des risques encourus par les femmes dans la profession.



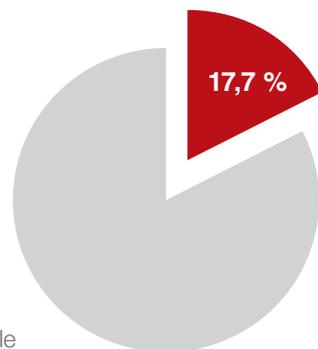
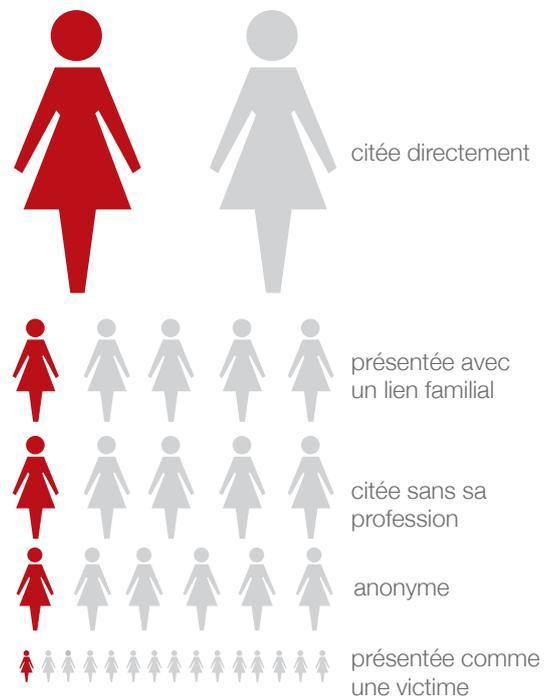
# LA PARITÉ

## UN COMBAT INACHEVÉ

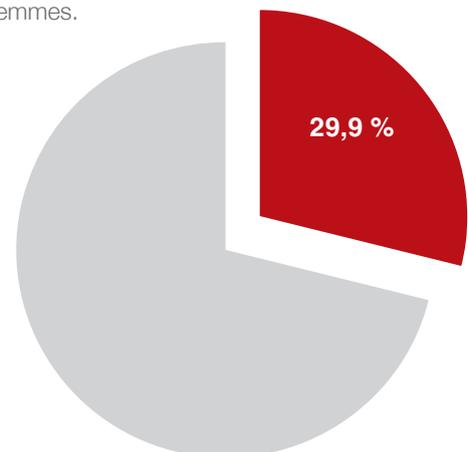
### LA PRÉSENCE DES FEMMES AU SEIN DES RÉDACTIONS PERMET D'INFORMER SUR LA MOITIÉ CACHÉE DE L'HUMANITÉ

La parité dans les journaux est un enjeu pour la pluralité de l'information. Au-delà de la simple question de principe, la présence des femmes au sein des rédactions permet d'informer sur la moitié cachée de l'humanité, les femmes ayant la possibilité de traiter de réalités auxquelles des hommes n'ont pas accès.

Plusieurs études montrent que les informations diffusées par la presse concernent peu les femmes ou renvoient d'elles une image très standardisée, si ce n'est dévalorisée, expliquant, à l'appui des statistiques sur le lectorat, leur désaffection générale pour les journaux. Elles restent largement invisibles. Selon une enquête de 2006 menée par l'Association des femmes journalistes (AJF) en collaboration avec 70 pays, les femmes représentent moins de 20 % des personnes citées dans les articles. «Depuis les années 2000, la situation semble s'être immobilisée», affirme l'AJF.



Hors publicités, moins d'un tiers des photos représentent des femmes.



- 1 femme sur 6 est anonyme contre 1 homme sur 33.
- 1 femme sur 14 est présentée comme une victime contre 1 homme sur 21.
- 1 femme sur 5 est présentée avec un lien familial contre 1 homme sur 16.
- 1 femme sur 5 est citée sans sa profession contre 1 homme sur 20.
- Moins d'1 femme sur 2 est citée directement contre plus d'1 homme sur 3.

## DIFFICULTÉS D'ÊTRE FEMME ET JOURNALISTE DANS CERTAINS PAYS

Difficile de se faire une place comme journaliste et d'avoir accès à l'information quand on est une femme au Cameroun. Agnès Taïle, ancienne animatrice de l'émission «A vous la parole» à Sweet FM, à Douala, constate que «les femmes dans de nombreux secteurs, y compris la presse, font souvent partie du décor. A la radio et à la télévision, elles sont bonnes pour la lecture des communiqués, des journaux écrits pour elles, ou simplement pour combler les rubriques Beauté ou encore Santé, explique-t-elle. Celles qui parlent politique, économie, science ou technologie sont rares.» La «promotion canapé» est une pratique généralisée. Que dire du harcèlement sexuel ! Sa consœur de Radio Tiemenie Siantou, à Yaoundé, Rosine Nkonla Azanmene, renchérit en dénonçant l' «attitude plus ou moins perverse de certains informateurs qui vont parfois jusqu'à négocier des informations. En général, ceux-ci ont tendance à orienter la relation vers le sexe.»

« De plus, dans l'exercice du métier, nous butons sur certaines règles discriminatoires

comme l'interdiction du port du pantalon dans certains bureaux officiels, notamment ceux de la Présidence, du ministère de la Défense, ajoute Agnès. Dans la partie septentrionale du Cameroun, il m'était difficile d'interviewer des autorités religieuses et de rentrer dans certains milieux réservés aux hommes. »

La ségrégation des femmes journalistes est évidemment parallèle à celle des femmes en général. Certains pays ne leur laissent aucune place. En premier lieu l'Afghanistan, où «les femmes sont exclues de la télévision, comme le rapporte la correspondante de guerre Anne Nivat. Les rares femmes à exercer le métier de journaliste sont considérées comme des moins que rien, comme des traînées. L'Afghanistan reste un pays où les femmes n'ont pas le droit à la parole.»

■ Les rédactions la cantonnant trop souvent aux sujets sociaux, Rosine Nkonla Azanmene a intégré l'Association journalistes d'action femmes de cœur ( JAFEC), créée par Liliane Nyatcha, employée à BBC Afrique, à Dakar au Sénégal. L'organisation a pour objectif de développer la compétence féminine dans l'exercice du journalisme et de les encourager à s'intéresser à tous les sujets, comme la politique, l'économie et la science. 🔍

## FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES, D'ENFERMEMENT ET DE MARGINALISATION

Les femmes ne sont pas épargnées par les régimes autoritaires, les clans et les groupes religieux. Rwanda, Erythrée, Ouganda, Sierra Leone, Afghanistan, Iran, Chine, Viêt-Nam et Thaïlande : dans ces pays, elles risquent violences et prison.

Plusieurs affaires ont marqué le continent africain, notamment celle récente d'Agnès Uwimana Nkusi, directrice du bimensuel privé Umurabyo, et de l'une de ses journalistes, Saidath Mukakibibi. Les deux femmes ont été reconnues coupables le 4 février 2011 par la Haute Cour de la République du Rwanda d'« incitation à la désobéissance civile », «divisionnisme», et «négarion du génocide». La première a écopé de 17 ans de réclusion, la seconde de 7 ans. Plus

sieurs articles concernant des sujets «sensibles» ont irrité les autorités, notamment leurs analyses et leurs questionnements sur le meurtre du rédacteur en chef adjoint du journal Umuvugizi, Jean-Léonard Rugambage, et la tentative d'assassinat du général Nyamwasa, exilé en Afrique du Sud. Deux faits survenus en 2010.

En Erythrée – pays en dernière place du classement annuel de la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières –, Yirgalem Fisseha, journaliste pour Radio Bana, croupit en prison depuis février 2009, suite à une rafle ayant touché l'ensemble du personnel de la station. Originaire de la ville d'Adi Keyih, au sud d'Asmara, vers la frontière avec l'Ethiopie, et diplômée de l'Asmara Teachers' Training College, Yirgalem Fisseha est l'une des rares femmes journalistes en Erythrée. Avant la «suspension» de la presse indépendante en septembre 2001, la journaliste était critique d'art pour l'hebdomadaire privé Addis Zemen, et collaborait au quotidien d'Etat Hadas Eritrea ainsi qu'au journal Tirgita, proche de la NUEYS (National Union of Eritrean Youth and Students). Les conditions de détention effroyables dans le pays n'épargnent pas les femmes. ➡

► S'intéresser aux sorts des femmes, au poids des traditions et aux violences infligées au corps féminin, sujets que bien souvent seules les femmes elles-mêmes peuvent aborder, comporte de gros risques. En Sierra Leone, en février 2009, quatre journalistes, Manjama Balama-Samba, Henrietta Kpaka (Sierra Leone Broadcasting Service - SLBS), Isha Jalloh et Jenneh Brima (Eastern Radio), ont été séquestrées par des membres du groupe Bondo, une organisation secrète traditionnelle qui pratique l'excision. Le lendemain matin, Manjama Balama-Samba a été déshabillée et contrainte de marcher nue dans la ville. Les journalistes avaient réalisé une série d'interviews en collaboration avec le Comité Inter-Africain sur les pratiques traditionnelles, à l'occasion du cinquième anniversaire de la Journée internationale de tolérance zéro face aux mutilations génitales. Le groupe Bondo avait considéré leurs reportages comme une offense aux traditions.

## LES FEMMES, MOTEUR DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

Dans plusieurs pays très répressifs à l'égard des journalistes indépendants, les femmes font bouger les curseurs. Parfois au prix de leur liberté.

La Thaïlandaise Jiew, de son vrai nom Chiranuch Premchaiporn, directrice du site d'informations en ligne Pra-chatai, également membre fondateur de Thai Citizens Network, arrêtée à plusieurs reprises, est aujourd'hui sous le coup de plusieurs accusations. Elle risque jusqu'à 70 ans de prison pour sa couverture objective de la grave crise politique qui a ébranlé Bangkok en 2010. Son site a été de nombreuses fois censuré et a dû régulièrement changer d'adresse. C'est également une femme qui, au Belarus, dirige le site d'information Charter 97, Natalia Radzina, une des principales victimes de la répression qui a suivi la réélection contestée du président Loukachenko en décembre dernier. Libérée après un mois de détention, elle reste poursuivie pour «participation à des émeutes» et encoure à ce titre des peines pouvant atteindre jusqu'à quinze ans d'emprisonnement. Ces deux femmes sont en première ligne dans le combat pour la liberté d'expression.

En fin d'année 2010, la jeune blogueuse, Lê Nguyễn Huong Tra, a été arrêtée par les autorités vietnamiennes après avoir publié un post accusant le ministre adjoint de la sécurité publique d'avoir accordé des privilèges à une reine de beauté – en réalité maîtresse du ministre. Son blog, qui traite des sujets politiques avec humour est un des plus lus du Viêt-nam, pays qui connaît une lente et constante dégradation de la liberté d'expression. Son site a été fermé. La blogueuse a été libérée en janvier dernier. Elle est dans l'attente de son procès.

En Birmanie, la jeune vidéaste de 26 ans Hla Hla Win, collaboratrice de la Democratic Voice of Burma (DVB), purge depuis fin 2009 une peine de 27 ans de prison pour avoir mené des reportages sur des sujets comme le manque d'eau potable dans certains villages, les enfants soldats ayant déserté, et recueilli le témoignage de moines bouddhistes sur la détention de leurs frères. Hla Hla Win fait partie de la quinzaine de blogueurs et journalistes actuellement en prison. Depuis la révolution du Safran de 2007, la junte traque les Birmans qui envoient images et informations aux médias en exil et aux mouvements d'opposition.

En Chine, il serait difficile de ne pas dire un mot sur Hu Shuli, certainement la star du journalisme d'investigation. Elle a mené des enquêtes sur la corruption, la censure du gouvernement sur sa gestion de l'épidémie de SRAS et sur la mauvaise qualité du bâti expliquant le lourd bilan du tremblement de terre dans le Sichuan en 2008. Hu Shuli a quitté le magazine Caijing fin 2009, suite aux pressions du propriétaire qui souhaitait ménager les autorités, pour prendre la direction d'un nouveau titre, Century Weekly. Sa notoriété semble la mettre à l'abri des abus de la justice.



# INFORMER ET MILITER

## TRAVAIL D'INFORMATION ET MILITANTISME SOCIAL VONT BIEN SOUVENT DE PAIR. INFORMER, C'EST TOUJOURS UN PEU REVENDIQUER DANS LES PAYS OÙ LE POUVOIR CHERCHE À CACHER LA MISÈRE ET LES INJUSTICES.

Jila Baniyaghoob a défendu toute sa vie le journalisme et la liberté d'expression dans un des pays les plus répressifs contre la presse, l'Iran. Cette journaliste de 40 ans a collaboré en plus de 15 ans de carrière à 16 titres – dont Capital, où elle crée les pages «Social» et «Femmes» –, tous aujourd'hui censurés. Reporter de guerre au Liban, en Afghanistan, en Palestine et en Irak, elle est devenue ces dernières années la directrice du site Réseau des femmes iraniennes : <http://www.irwomen.info/> qui lutte contre les lois rétrogrades à l'égard des femmes. Deux autres sites célèbres font un travail similaire d'information et de militantisme social : <http://www.feministschool.com/>, dont la rédactrice en chef est Noushin Ahmadi Khorasani, et <http://www.sign4change.info/>, dirigé par Parvin Ardalan, Prix RSF du Net-citoyen 2010. Etre femme, journaliste et défenseur de la liberté de la presse forme un tout pour cette Iranienne qui s'est engagée très tôt dans un combat contre la culture paternaliste de son pays.

Il n'est pas surprenant que les femmes aient joué un rôle particulier dans les manifestations qui ont éclaté contre le régime depuis 2007. La politique réactionnaire menée par le gouvernement Ahmadinejad à l'égard des femmes les a poussées à se placer aux premières loges de la résistance. Jila Baniyaghoob a connu les violences et la prison. Elle a été récemment condamnée par le régime à 30 ans d'interdiction d'exercer sa profession.

Comme l'affirme la journaliste cubaine Magali Norvis Otero Suárez, 47 ans, qui travaille depuis 2 ans pour l'agence Hablemos Press, à la Havane. : «Notre rôle en tant que journaliste est de faire de la résistance au régime et de dénoncer tout ce que le régime castriste a toujours essayé d'occulter. Le gouvernement veut faire croire qu'il n'existe aucun problème, qu'en matière de santé, d'édu-

cation tout va bien. Nous, par la publication de nos articles, nous cherchons à contrecarrer ces mensonges, nous voulons écrire pour que le monde sache ce qui se passe à Cuba.»

En Tunisie, les femmes ont également leur combat. Sihem Bensedrine a créé l'Observatoire pour la liberté de presse, d'édition et de création (OLPEC), et a fondé avec son mari, Omar Mesteri, Radio Kalima. La radio a fait l'objet d'attaques de la police politique : locaux assiégés mis sous scellé, matériel confisqué, arrêt de la diffusion sur satellite. Radio Kalima a continué sur Internet. Emprisonnée, harcelée, contrainte à l'exil, Sihem a été la cible de campagnes violentes de la part du régime. Elle est rentrée en Tunisie le jour de la chute du président Ben Ali, le 14 janvier 2011 : «Sous

Ben Ali, nous les femmes nous avions droit à un traitement de faveur. En tant que militante de la liberté d'expression, nous étions considérées

### SOUS BEN ALI, {...} NOUS ÉTIIONS CONSIDÉRÉES COMME DES PARIAS PAR LE RÉGIME. REVENDIQUER ET DÉNONCER, C'ÉTAIT POUR L'ANCIEN PRÉSIDENT UN ACTE DE RÉBELLION CONTRE SA PERSONNE {...}

comme des parias par le régime. Revendiquer et dénoncer, c'était pour l'ancien président un acte de rébellion contre sa personne. Nous avons subi toutes les formes de répression : privées de ressources, de communication, de transport, sous surveillance policière constante, en proie aux agressions physiques. Nous les femmes, nous étions traitées de prostituées et de traînées dans les journaux officieux du régime, accusées de nous adonner à des orgies. J'ai dû subir de véritables campagnes de diffamation. Car, il faut bien comprendre que les femmes étaient le faire-valoir politique du régime Ben Ali, sa vitrine. Nous étions donc doublement coupables. Nous étions celles qui témoignaient contre la propagande officielle.»

## DES AVANTAGES D'ÊTRE UNE FEMME

**Plusieurs journalistes, des Philippines, de Cuba, offrent des témoignages en contrepoint qui montrent que certaines femmes se sont imposées dans la profession et ont même pu en tirer avantage.**

Marites Dañguilan Vitug, écrivain et journaliste, dirige le comité consultatif de Newsbreak ([www.newsbreak.ph](http://www.newsbreak.ph)) : «Je dirais qu'en tant que femme j'ai une certaine facilité à faire ce métier. On se confie plus facilement à moi, j'obtiens plus facilement les informations que je veux que mes collègues hommes, raconte-elle. Mais mes débuts ont été difficiles. Je me souviens de mon rédacteur au Business Day où j'ai commencé dans les années 1980, qui m'a brutalement demandé de choisir entre ma vie de famille et mon travail. En définitive, j'ai choisi les deux. Les choses ont bien changé depuis, et les femmes occupent de nombreux postes clés. Les directeurs de publications de deux grands quotidiens, Philippine Daily Inquirer et Philippine Star, sont des femmes : respectivement Letty Jimenez et Amy Pamintuan. Les directeurs de l'information de trois grandes chaînes de télévision sont des femmes : Jessica Soho à la tête de GMA7 TV et Luchi Valdez sur TV5.»

Même son de cloche à Cuba de Magali Norvis Otero Suárez : «J'écris sur l'actualité mais aussi sur le système, les violations des droits de l'homme, dans les prisons, etc.» Tous les sujets qui fâchent le régime castriste. Magali a le sentiment que la mission de journaliste est moins à risques pour une femme : «On ne frappe pas les femmes lors des mobilisations, lorsque nous nous déplaçons pour les couvrir. La police est moins violente envers nous.»

## FEMME INVISIBLE, JOURNALISTE INFILTRÉE

■ Anne Nivat, correspondante de guerre, Prix Albert Londres, a couvert la Tchétchénie, l'Afghanistan et l'Irak : «J'ai plus de facilités en tant que femme à faire mon travail car en Irak et en Afghanistan les femmes ne sont rien et on ne fait pas attention à elles. On peut voir sans être vue. Contrairement à mes collègues masculins, une journaliste femme peut passer relativement inaperçue. Elle peut passer des check points, on ne se méfie pas d'elle. Mais c'est lié à ma méthode de travail, en immersion totale dans la population locale. Je suis vêtue comme une femme locale, avec une burqa qui permet de traverser des milieux très hostiles. Dans les pays en guerre, la population est toujours prise entre deux feux, les insurgés et l'armée régulière. Pendant que les hommes sont au front, celles qui tentent de survivre, ce sont les femmes auxquelles j'ai eu un accès privilégié grâce à des hommes qui m'ont emmenée dans leur famille. Les pays en guerre ont tendance à se replier sur eux-mêmes et à devenir très conservateurs. Le droit de la femme y recule toujours.»



## LE COMBAT DES PROCHES

Reporters sans frontières voudrait également rendre hommage aux femmes des journalistes et défenseurs des droits de l'homme tués ou emprisonnés. Elles ont bien souvent épousé un homme et une cause, et continuent le combat en leur nom. Les Dames en blanc, collectif des épouses et mères de dissidents emprisonnés à Cuba, depuis le Printemps noir de 2003, se réunissent tous les dimanches pour demander la libération de leurs maris ou de leurs fils, prisonniers de conscience du régime castriste.

Au Sri Lanka, Sonali Samarasinghe Wickrematunga, avocate réfugiée à l'étranger, continue de réclamer la vérité sur la mort de son mari Lasantha Wickrematunga, rédacteur en chef de l'hebdomadaire Sunday Leader, assassiné en janvier 2009. Sandya Ekneligoda, quant à elle, s'est récemment adressée aux autorités de Colombo pour déplorer l'absence d'efforts dans l'enquête de la police sur la disparition à Colombo de son mari Prageeth Eknaligoda, caricaturiste et journaliste du Lankaenews, depuis janvier 2010. Aux Philippines, les familles des trente-deux professionnels des médias massacrés par les membres de la milice privée du clan d'un gouverneur d'une province de l'île de Mindanao (Sud) continuent de réclamer justice.

En Chine, Liu Xia est assignée à résidence depuis l'attribution du prix Nobel de la Paix à son mari, Liu Xiaobo, en octobre 2010, alors que celui-ci se trouve toujours en prison. Son sort rend compte de l'acharnement des autorités sur les défenseurs des droits de l'homme qui s'étend à leurs familles et à leurs proches. Liu Xia est parvenue à se connecter quelques minutes à Internet, jeudi 17 février, et s'est confiée à un ami en disant qu'elle se sentait «misérable», que sa famille était tenue en «otage», et que «personne ne pouvait l'aider». Elle a rendu visite une dernière fois à son mari en octobre 2010. Elle est depuis maintenue dans un isolement total. Zeng Jinyan, blogueuse, militante des droits de l'homme, fondatrice avec son mari, le célèbre Hu Jia détenu depuis décembre 2007, de l'organisation Loving Source (l'association maintenant fermée s'occupait des orphelins des paysans décédés du sida suite au scandale du sang contaminé) est assignée à résidence et sous la surveillance constante de la police. Les autorités chinoises mettent tout en œuvre pour couper défenseurs des droits fondamentaux et journalistes du reste du monde et provoquer leur effondrement psychologique, ainsi que celui de leur entourage.

## ASSISTANCE ET SOUTIEN À L'EXIL

Les violences et les intimidations forcent de nombreuses femmes journalistes à l'exil. Sur 213 dossiers de bourses d'assistance et de soutien à des demandes d'exil traités en 2010 par le bureau Assistance de Reporters sans frontières, entre 10 et 15 % ont concerné des femmes, très majoritairement venant d'Iran, pays où la répression de l'opposition politique, des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme a été implacable depuis la réélection contestée de Mahmoud Ahmadinejad en juin 2009.

**Les priorités pour Reporters sans frontières en termes de protection des femmes journalistes sont :**

- la mise en sécurité lorsque l'intégrité physique d'une journaliste est en danger,
- le travail de sensibilisation des autorités,
- l'accès aux médias : la disparité étant dans de nombreux pays encore forte, une meilleure représentation doit entraîner une meilleure acceptation et une diminution des violences.

Sous la houlette de sa vice-présidente, Safia Otokoré, le conseil régional de Bourgogne a décidé de mettre en place une Maison des femmes journalistes à Dijon, en France, qui permettra des prises en charge spécifiques. La Maison compte accueillir trois résidentes pour un an en vue de les accompagner dans leur mise en sécurité (formation, suivi médical ou psychologique, accompagnement administratif). Reporters sans frontières apportera son soutien pour l'identification des besoins et des personnes.

Reporters sans frontières soutient l'idée que plusieurs pays devraient mettre en place un programme spécifique de protection des femmes journalistes. Ce travail doit se faire en collaboration avec les organisations de défense des droits de la femme.

## RECOMMANDATIONS

A l'appui des témoignages recueillis pour ce rapport, Reporters sans frontières recommande :

- La mise en place de programmes spécifiques de protection des femmes journalistes.
- Le renforcement de la collaboration entre les organisations de défense des droits de la femme et les organisations de défense de la liberté de la presse.
- La création de Maisons des journalistes femmes.
- Le soutien aux organismes de formation en journalisme dédiée aux femmes.
- La création d'associations des journalistes femmes et l'échange avec les structures déjà existantes dans d'autres pays.



## INFORMATIONS

**CHOISIR LA CAUSE DES FEMMES :** <http://www.choisirlacausedesfemmes.org/>

L'association Choisir la cause des femmes a été créée en juillet 1971 par des personnalités comme Gisèle Halimi (Avocate), Simone de Beauvoir (Philosophe, écrivaine et première Présidente de l'association), Jean Rostand (Académicien), Christiane Rochefort (Romancière), Jacques Monod (Prix Nobel de médecine). Elle lutte contre toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes.

**INTERNATIONAL WOMEN'S MEDIA FOUNDATION :** <http://www.iwmf.org/>

organisera une conférence, à Washington DC, du 22 au 25 mars 2011, réunissant les principales dirigeantes de presse à travers le monde pour discuter des barrières posées aux femmes dans le secteur. Un rapport mondial sur les femmes dans les nouveaux médias sera rendu public.

**ASSOCIATION DES FEMMES JOURNALISTES :** <http://www.femmes-journalistes.asso.fr/>

**ASIAN HUMAN RIGHTS COMMISSION** publie une nouvelle édition de «Ethics in action - Women Speak Out». Le volume réunit 43 interviews de femmes venant d'Inde, du Sri Lanka, des Philippines, de Birmanie, d'Indonésie, du Népal et du Bangladesh : <http://www.ethicsinaction.asia/archive/2010-ethics-in-action/vol.-4-no.-5-october-2010>.

**REPORTERS  
SANS FRONTIÈRES**  
**POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE**

**REPORTERS SANS FRONTIÈRES**, Secrétariat international

47 rue vivienne, 75002 Paris - France - Tel. 33 1 44 83 84 84 - Fax. 33 1 45 23 11 51 - Web : [www.rsf.org](http://www.rsf.org) - E-mail : [rsf@rsf.org](mailto:rsf@rsf.org) - Ambroise Pierre - Bureau Afrique : [afrique@rsf.org](mailto:afrique@rsf.org) - Benoit Hervieu - Bureau Amériques : [ameriques@rsf.org](mailto:ameriques@rsf.org) - Vincent Brossel - Bureau Asie : [asie@rsf.org](mailto:asie@rsf.org) - Johann Bihl - Bureau Europe : [europa@rsf.org](mailto:europa@rsf.org) - Soazig Dollet - Bureau Moyen-Orient : [moyen-orient@rsf.org](mailto:moyen-orient@rsf.org) - Lucie Morillon - Bureau Internet : [internet@rsf.org](mailto:internet@rsf.org) - Contact Presse : [presse@rsf.org](mailto:presse@rsf.org)

**REPORTERS SANS FRONTIÈRES** est une organisation internationale de défense de la liberté de la presse. Elle observe et rapporte les atteintes à la liberté de la presse dans le monde. Reporters sans frontières analyse l'information et intervient par voie de presse, par courrier, sous forme de rapports d'enquête et de recommandations pour alerter l'opinion contre les exactions commises contre des journalistes, les violations à la liberté d'expression et faire pression sur les responsables politiques.

Secrétaire général : **Jean-Francois Julliard** | Directeur des publications : **Gilles Lordet**